

L'université, fabrique des inégalités

Décidément, la rentrée 2013-2014 aura été pour le moins mouvementée. Entre les diatribes rectorales appelant à des mécanismes de sélection/réorientation précoce **A**, les sorties d'*Itinera Institute* annonçant que "le niveau des étudiants baisse" et proposant comme recette un malthusianisme pédagogique, et la "grande" polémique sur la réussite à dix sur vingt "qui-dévalue-le-diplôme", on ne compte plus les discours en appelant à plus d'excellence et, les deux étant synonymes, plus de "sélectivité". Ces sorties à répétition pourraient prêter à sourire si elles n'interveniraient pas précisément au moment où la Fédération Wallonie-Bruxelles envisage l'instauration d'un test d'entrée généralisé dans le supérieur **B**. C'est ce que prévoit, en effet, une note du Programme national de réforme 2013 détaillant les mesures d'austérité économique qu'elle compte appliquer pour répondre aux diktats "européens" de réduction de la dette - on excusera la simplification abusive: il n'y a évidemment pas d'autre carcan "européen" que celui dans lequel les gouvernements nationaux décident de s'enfermer. Cette mobilisation inouïe des forces conservatrices pour exiger plus de sélection devrait suffire à inquiéter ceux qui se soucient de sauvegarder l'accès démocratique aux services publics et en particulier à l'enseignement. Hélas, le fait que l'université - et surtout le diplôme universitaire - soit associé à un statut social "plus prestigieux" donne souvent l'impression que les débats sur l'avenir de l'université sont des "débat de riches" (pour reprendre l'expression du ministre

UNE UNIF PLUS SÉLECTIVE? CETTE REVENDICATION CONSERVATRICE OCCULTE LES VRAIS ENJEUX.

Renaud Maes
CSCE

Marcourt), bien déconnectés de questions sociales autrement plus urgentes. Il nous semble dès lors crucial de souligner que le projet d'université "plus sélective" s'inscrit dans le cadre plus large d'un projet de société qui repose sur l'utilisation du diplôme universitaire comme moyen de reproduire et de légitimer les inégalités sociales. Et pour ce faire, il nous faut démonter quelques mythes qui servent d'écran de fumée aux promoteurs de l'excellence.

Deux sociologues français, Christian Baudelot et Roger Establet, publiaient, en 1990, un ouvrage ironiquement intitulé *Le niveau monte*, dans lequel ils critiquaient non sans virulence cette idée que "les étudiants d'aujourd'hui" seraient "moins bons" que ceux d'hier. Dans cet ouvrage surtout ils notaient ainsi que "le niveau-qui-baisse", cette vieille idée de vieux, porte en elle sa propre contradiction puisqu'elle circule depuis près de deux siècles. **C** En réalité, il y a

& Establet rappellent également des citations de professeurs de la Sorbonne de la fin du XIX^e siècle, se plaignant de la baisse de l'orthographe des étudiants du supérieur dont la part, à l'époque, était de moins de 1 % d'une génération. On peut multiplier les exemples à l'envi. Si l'on se fie à la corporation académique, le "niveau" est en baisse constante depuis le Moyen Âge, époque où l'université avait pourtant en charge l'alphabétisation de nombre de ses étudiants.

**“LE “NIVEAU” SERAIT EN BAISSÉ
CONSTANTE DEPUIS LE MOYEN-
ÂGE.”**

“LE NIVEAU BAISSÉ”

Que ce soit dans la bouche de Maurane Crespin, jeune étudiante de première année de Master en Psychologie de l'ULg "ne craignant pas de se faire récupérer par le MR" et qui a lancé une pétition contre "la réussite à 10/20" ou dans celle de Jean Hindricks, patron du *think tank* de moins en moins libéral et de plus en plus néoconservateur *Itinera Institute*, un argument constant des promoteurs de "l'excellence universitaire" est cette idée que "le niveau baisse", qu'il y a (ou pourrait très vite y avoir) "nivellement par le bas".

bien plus longtemps que cette idée fait fortune à l'université: le théologien antihumaniste Noël Bédard, doyen de la Sorbonne et au XVI^e siècle, fustigeait déjà la baisse du niveau des étudiants liée, selon lui, à la surpopulation des auditoires (à l'époque où moins de 0.1 % d'une génération accédait à l'université). En 1760, confrontés à une désaffection croissante de l'aristocratie pour les universités provinciales de Prusse, les professeurs de l'université de Francfort-sur-l'Oder tinrent un séminaire intitulé *Décadence de la jeunesse étudiante* tout entier consacré à la question de la baisse de niveau des étudiants. Baudelot

Lorsqu'on considère l'évolution des quantités de matière et de leur complexité en examinant les programmes de cours, on se rend compte qu'en réalité, tout porte à croire que les étudiants d'aujourd'hui maîtrisent un nombre de concepts incroyablement plus élevé que ceux d'hier, cette évolution "à la hausse" étant même visible sur les trente dernières années.

“LES EFFORTS POUR RÉUSSIR”

Un autre mythe est bien sûr celui qui voudrait que les étudiants d'aujourd'hui ne soient plus aussi motivés que ceux d'hier. On doit à une brochette de professeurs de la prestigieuse faculté de Médecine de l'ULB d'avoir opéré le plus efficace résumé de ce mythe: "On accuse trop vite l'Université de ne pas avoir de meilleurs taux de réus-

site. Mais cette explication facile nous renvoie à cette bonne vieille excuse que tous les enfants ont employée un jour pour justifier une mauvaise note à l'école et que tous les parents ont pris pour ce qu'elle vaut : "C'est la faute du prof". C'est exceptionnellement vrai, mais la plupart du temps, les parents répondent "si tu avais étudié convenablement, tu connaîtrais et cela ne serait pas arrivé". Cela reste tout aussi vrai à l'Université qu'à l'école primaire. Étudier demande des efforts sur une longue période et le plaisir de la réussite est à la hauteur de la souffrance que cela représente. Ce n'est peut-être pas dans l'air du temps, centré sur la passivité face à des images distillées par des écrans omniprésents et la culture du plaisir immédiat. Mais c'est la réalité des études, et ça le restera." **D**

On retrouve dans cet exposé le mythe majeur qui voudrait que "quand on veut, on peut", bref que la réussite est une question d'efforts – et qu'elle se "mérite". Tous les professeurs qui tiennent ce type de propos font mine d'ignorer que les étudiants n'ont pas tous les mêmes "lacunes" en entrant dans le supérieur : comme le montrent toutes les enquêtes Pisa, une caractéristique fondamentale du système scolaire belge francophone est la dualisation forte des "niveaux" des établissements (parmi l'une des plus marquée des pays de l'OCDE). Sous des dehors d'égalité formelle (qui de plus "neutre" qu'un examen écrit?) et par une exigence dépassant de très loin les possibilités de compensation d'un retard scolaire imputable à l'enseignement reçu dans le secondaire, on opère ce faisant une sélection liée à l'établissement choisi. Or ce choix demeure très largement corrélé à l'origine sociale, culturelle et économique des élèves. Par la déconnexion marquée entre les acquis des élèves du secondaire et les prérequis des cours universitaires, maintes fois montrée par des études et travaux d'analyse, on effectue donc un véritable tri



PHOTO REPORTERS

MIEUX VAUT ÊTRE "BIEN NÉ" POUR RÉUSSIR À L'UNIVERSITÉ.

social, légitimé sous le voile du discours méritocratique.

La pseudo-solution passant par l'établissement d'un examen d'entrée généralisé dans le supérieur ne ferait que renforcer encore cette

"L'UNIVERSITÉ SE DÉMOCRATISE"

Il est de coutume d'entendre par ailleurs que "l'université se démocratise", qu'elle fournit d'intenses efforts pour "jouer son rôle d'ascenseur social". Si l'université

"SOUS LE VOILE DU DISCOURS MÉRITOCRATIQUE SE CACHE UN VÉRITABLE TRI SOCIAL."

dynamique, en empêchant l'accès à l'université pour les quelques "miraculés" qui – aux prix d'efforts inhumains qui ne sont possibles que dans des contextes très particuliers (notamment à un soutien familial très important) – arrivent "quand même" à atteindre les exigences en fin de première année.

a effectivement connu une massification très importante de ses effectifs depuis les années 1960, il faut cependant constater que le mouvement commence à connaître un ralentissement depuis deux ans (que l'on n'observe pas dans les hautes écoles). Pire encore, depuis 2000, on observe une réelle

diminution de l'accessibilité de l'université aux étudiants de famille non universitaire **E**. Progressivement, au cours de la première décennie du millénaire, l'université s'est refermée aux classes dominées. Toutes les institutions se sont lancées dans les "partenariats d'excellence" visant à recruter prioritairement des étudiants étrangers fortunés en délaissant progressivement le recrutement d'étudiants étrangers bien moins aisés. Les contraintes administratives qui pèsent sur les étrangers – surtout hors Union européenne – ont décuplé. Certaines institutions vont jusqu'à faire payer le dépôt de dossier d'admission (sans aucune garantie, donc, que le candidat soit admis) plus de 200 euros – ce qui est bien sûr une somme prohibitive même pour les classes moyennes dans nombre de régions du monde.

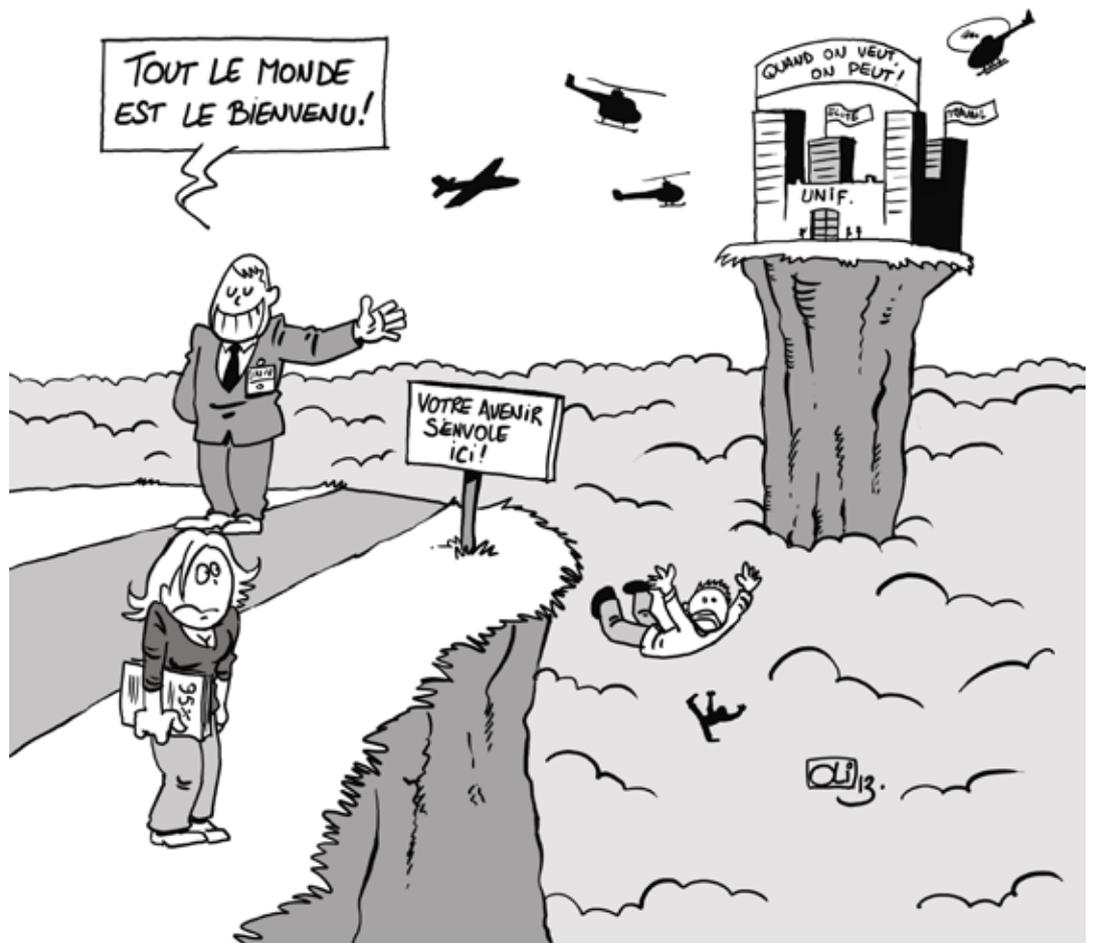
L'introduction de la pédagogie "par projets" dans certaines filières d'études va de pair avec l'exigence pour l'étudiant de passer un temps conséquent à monter ce projet "hors du campus", ce qui nécessite de disposer d'un lieu adéquat, mais aussi de moyens nécessaires à la réalisation dudit projet. Les effets de "réseau social" et "d'héritage" se marquent très fort dans ce type de pédagogie : comme le résumait un étudiant lors d'une enquête en 2012, "si mon père ne m'avait pas emmené faire un tour avec les ingénieurs de son labo, je pense que je n'aurais pas fait aussi bien".

Soulignons également que globalement, l'université est également marquée par un phénomène de *dualisation sociale croissante*, entre filières "d'élite" (polytech, médecine, etc.) – bénéficiant souvent des meilleures infrastructures – et filières de "promotion sociale" (sciences du travail, santé publique, etc.). Ces dernières filières sont par ailleurs largement déconsidérées au sein des institutions, ce qui pousse souvent leurs enseignants à augmenter la "sélectivité" des critères d'admission et de réussite.

“LA DÉVALUATION DU DIPLÔME”

La massification de l'accès à l'enseignement supérieur est évidemment allée de pair avec une augmentation importante du nombre de diplômés. Depuis le milieu des années 1970 et les ralentissements de la croissance consécutifs aux chocs pétroliers, des voix s'élèvent pour annoncer que l'on produit “trop de diplômés universitaires”, qu'il y a “saturation” - comme le prouverait le fait qu'il existe un “chômage des diplômés”. Il est vrai que l'insertion professionnelle des diplômés n'est plus aussi immédiate aujourd'hui qu'elle a pu l'être dans les années 1960-70. Citons toutefois une publication de la Banque nationale de Belgique qui tempère pour le moins l'assertion de “sur-diplômation” : à Bruxelles et pour 2010, 55 % des offres d'emplois requéraient des profils hautement qualifiés, tandis qu'à peine 17 % des emplois étaient destinés à des travailleurs faiblement qualifiés. Cependant, “près de la moitié des demandeurs d'emploi résidant dans cette Région n'ont pas de diplôme du secondaire”. ①

De manière plus basique, la question est peut-être moins celle de l'adéquation entre diplôme et emploi que celle, prégnante, du nombre d'emplois disponibles. Si l'on considère sous cet angle la situation, on observe que la pénurie d'emplois touche tous les types de postes (du moins au plus qualifié), cependant on observe que les profils “hautement qualifiés” sont moins touchés. Le diplôme demeure donc bien un “sésame pour l'emploi”. Par ailleurs, comme l'écrivait Jean-Claude Passeron dans les années 1980, “le terme même de “dévaluation des diplômes”, qui semble faire l'unanimité sociale pour nommer le relâchement des liens entre le titre scolaire et son pouvoir social, est significatif en ceci que personne ne semble spontanément porté à nommer ce phénomène pas sa contrepartie positive, à savoir “extension de



l'éducation et de la culture à une part croissante de la société, indépendamment des postes professionnels occupés”. ②

POSER LES VRAIS ENJEUX

On a opéré ici un petit tour d'horizon de mauvais arguments promus par ceux qui plaident pour une “université d'excellence”, qui pourrait laisser accroire que nulle réforme n'est nécessaire. Il n'en est bien sûr rien : de vrais enjeux sont posés aujourd'hui à l'université. Nous en soulignerons deux. Le premier c'est, on l'a dit, le fait que l'université est loin d'être démocratisée. Avec moins de 3 % d'enfants d'ouvriers – une proportion inférieure à celle des années 1950, se refermant sur elle-même, l'université reste un effroyable vecteur d'inégalités sociales! Le diplôme demeurant un avantage essentiel pour l'insertion professionnelle et

l'accès aux plus hautes fonctions et s'avérant de manière croissante depuis le tournant du millénaire le produit d'un “héritage”, l'université contribue bien à reproduire et à légitimer les inégalités sociales. Le second tient dans la dégradation terrible des conditions de travail à l'université. Les défnancements successifs de l'université depuis le milieu des années 1980 ont des conséquences bien concrètes en termes de taux d'encadrement, de qualité des infrastructures, etc. Il ne faut dès lors pas chercher très loin l'origine de la tentation de l'enferment corporatiste consistant à exiger une sélection des étudiants. Tant que l'on ne posera pas ces deux enjeux clairement, on continuera à brasser les nuages de fumée toxique distillée par ceux qui s'emploient à justifier les inégalités sociales. ■

① Lire “Université d'excellence, université de classe!”, *Ensemble!* n°80, p. 29.

② Voir http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/nrp2013_belgium_fr.pdf (page 87)

③ C. Baudelot et R. Establet, *Le niveau monte. Réfutation d'une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles*, Paris, Le Seuil, 1990.

④ Y. Englert, M. Shetgen et al., *Etudes de médecine: il faut sélectionner à l'entrée*, *Le Soir* du 9/08/2011

⑤ C. Vermandele et al: “Profils des étudiants entamant des études universitaires et analyse des choix d'études”, in *Les Cahiers de Recherche en Education permanente* n°78.

⑥ H. Zimmer, “Inadéquations sur le marché du travail”, BNB, septembre 2012.

⑦ J.C. Passeron, *L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie*. *Revue française de sociologie*, 1982, pp. 23-24, 551-584.